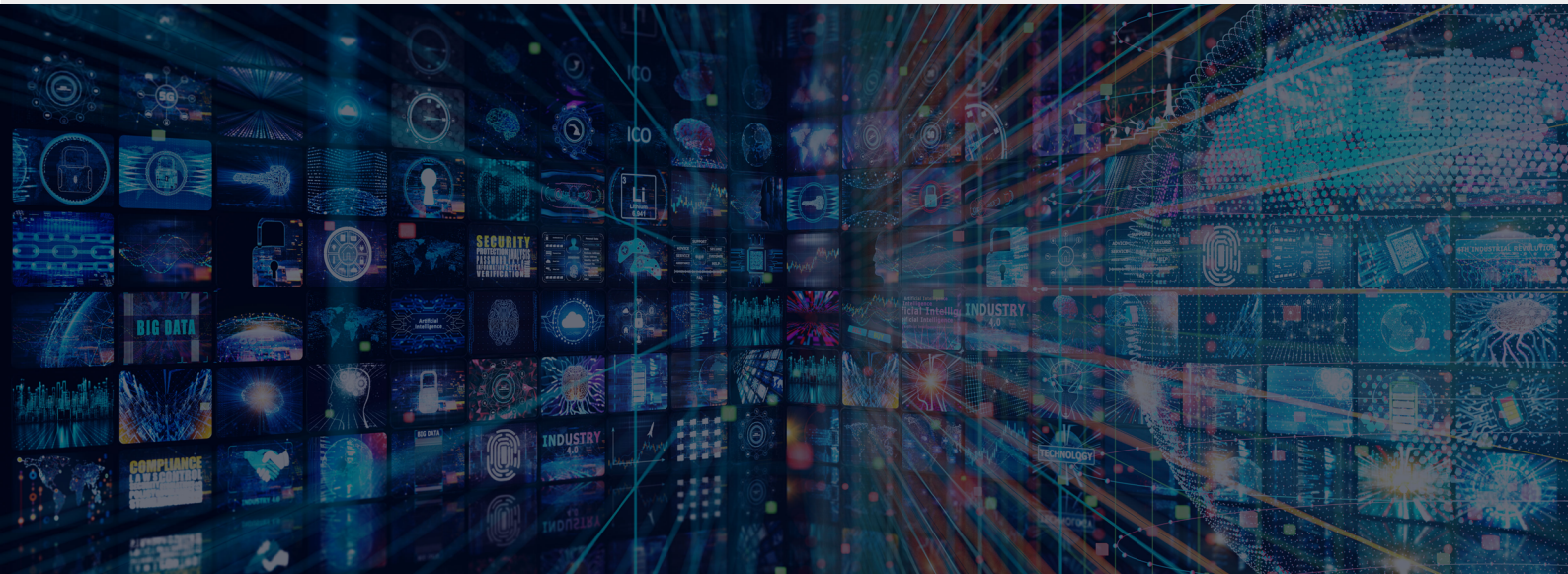
IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

OBSERVATOIRE
de l'information
et des stratégies
d'influence

COMMENT LA DÉSINFORMATION « MADE IN USA » MET LA SANTÉ DU MONDE EN PÉRIL

Hélène Pédech / Journaliste, membre cofondateur de l'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence

Octobre 2025



PRÉSENTATION DE L'AUTRICE

Hélène Pédech / Journaliste, membre cofondateur de l'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence

Journaliste à France Télévisions depuis 1998, Hélène Pédech exerce aujourd'hui au sein de la rédaction de Rennes, où elle présente des journaux télévisés et coordonne leur fabrication en tant que cheffe d'édition. Reporter, elle couvre principalement des thématiques liées à la santé et aux enjeux de société, en s'appuyant sur une solide expérience de terrain. Son intérêt pour les enjeux stratégiques l'a conduite à se pencher de près sur les questions de défense, de géopolitique et sur les nouvelles formes d'ingérence informationnelle. Convaincue que la maîtrise des récits est aujourd'hui un levier de pouvoir, elle entend contribuer activement à l'analyse des stratégies d'influence.

PRÉSENTATION DE L'OBSERVATOIRE

L'Observatoire de l'information et des stratégies d'influence de l'IRIS se consacre à l'analyse approfondie des mécanismes de fabrication de l'information, des logiques médiatiques et des stratégies d'influence, dans un contexte international. Il explore comment l'information est produite, transcrite et diffusée dans les médias traditionnels, numériques et les réseaux sociaux, tout en examinant les dynamiques de pouvoir, les enjeux géopolitiques, les dilemmes éthiques et problématiques économiques liés à ces pratiques.

À l'ère du numérique, l'Observatoire vise à éclairer les relations complexes entre médias, opinion publique et sphères d'influence à travers le monde, en incluant une perspective stratégique. Il s'adresse aux décideurs, chercheurs et citoyens soucieux de mieux comprendre les enjeux globaux de l'information et de l'influence.

À travers ses travaux et ses initiatives, l'Observatoire se positionne comme une ressource de réflexions et d'analyses des stratégies d'influence et de désinformation, contribuant ainsi à un débat public éclairé et informé.

iris-france.org

@InstitutIRIS

@InstitutIRIS

institut_iris

IRIS

IRIS - Institut de relations internationales et stratégiques

© IRIS - Tous droits réservés

À l'heure où la désinformation s'impose comme un péril pour la santé publique mondiale, l'administration de Donald Trump incarne une dérive sans précédent : celle d'un pouvoir politique qui s'arroge le droit de réécrire la science. De la promotion de traitements dangereux contre le Covid-19 à la remise en cause de vaccins sur la base d'études erronées voire frauduleuses, en passant par la nomination de figures controversées telles que Robert F. Kennedy Jr. à la tête du ministère de la Santé, les États-Unis voient s'effondrer progressivement des décennies de consensus scientifique.

Il ne nous appartient évidemment pas ici d'évaluer d'un point de vue scientifique le lien potentiel entre des traitements, notamment les vaccins, et certaines maladies, comme les troubles du spectre autistique, ni leur niveau d'efficacité. Nous nous attachons, ici, à comprendre comment les études biaisées et les informations mensongères circulent et sont relayées. En effet, en quelques mois, l'administration Trump a transformé la santé en champ de bataille politique.

Comment est-elle passée de la diffusion opportuniste de fausses informations, durant la pandémie de Covid-19, à une politique coordonnée et institutionnalisée ? Quels peuvent être les objectifs d'une telle stratégie ? Quelles en sont les conséquences outre-Atlantique mais aussi en Europe, notamment en France ? Face à cette « infodémie », comment les résistances s'organisent-elles ?

DE LA DÉSINFORMATION OPPORTUNISTE À UNE POLITIQUE ANTISCIENCE COORDONNÉE

Le 22 mai 2025, dans la salle de presse de la Maison Blanche, la voix tremblante, grêlée par une « dysphonie spasmodique » due à une parasitose, le secrétaire à la Santé, Robert F. Kennedy Jr., prend la parole : « Je suis fier de présenter le rapport *Make America Healthy Again* [NDLR : MAHA, « Rendre à l'Amérique sa Santé », slogan calqué sur celui de Donald Trump « Make America Great Again »]. C'est une étape importante. Jamais dans l'histoire américaine, le gouvernement fédéral n'a pris une position sur la santé publique comme celle-ci. ». Très attendu par les professionnels de santé et, plus largement, par les Américains, ce rapport est présenté comme l'un des axes majeurs de la politique du gouvernement fédéral des États-Unis. Il a été commandé par Donald Trump, peu de temps après sa réélection à la présidence des États-Unis, et vise à lutter contre les maladies chroniques qui touchent les enfants.

Au parterre de journalistes venus du monde entier, se mêlent quelques blouses blanches. Tout sourire, une mère de famille porte un bébé dans les bras.

D'un ton solennel, Robert F. Kennedy Jr. poursuit. C'est la première fois, assure-t-il, que les « facteurs alimentaires, comportementaux, médicamenteux et environnementaux » susceptibles de contribuer aux maladies chroniques des enfants américains sont explorés de manière aussi lucide. Le rapport vise pêle-mêle les aliments ultra-transformés, les pesticides, le temps passé devant les écrans, les médicaments sur ordonnance et les vaccins infantiles.

Le secrétaire à la Santé et aux Services sociaux des États-Unis rappelle que, pour en arriver là, la commission MAHA, qui a été créée pour formuler ces recommandations, s'est appuyée sur « plus de 500 références » scientifiques existantes et le rapport MAHA en citait quelques-unes[1].

Si le parterre d'invités à la Maison-Blanche applaudit avec enthousiasme, plusieurs scientifiques cités dans le document du gouvernement sont stupéfaits. Et pour cause, jamais ils n'ont rédigé les propos mentionnés. C'est le cas de Noah Kreski, chercheur à l'Université de Columbia et auteur d'un article sur l'anxiété et la dépression chez les adolescents pendant le Covid-19. Il l'assure à l'AFP[2]. La citation, qui lui est attribuée, n'est pas issue de l'une de ses études. D'ailleurs, elle semble ne provenir d'aucune étude existante. La prétendue citation renvoie, en réalité, vers un lien dysfonctionnel, supposé diriger le lecteur vers un article du *Journal of the American Medical Association* (Jama), une revue scientifique de renom.

Au total, au moins quatre études, citées dans le rapport phare de la Maison-Blanche, n'existent pas. Quelques jours après la conférence de presse à la Maison-Blanche, le journal d'information à but non lucratif *Notus* rapporte avoir identifié des dizaines d'autres erreurs dans la bibliographie du rapport MAHA : des articles inexistants, des auteurs manquants ou incorrects et des conclusions erronées[3]. De leur côté, des enquêtes menées par le *New York Times* et le *Washington Post* suggèrent, elles, que les auteurs du rapport, dont RFK Jr. a refusé de dévoiler les noms, pourraient avoir eu recours à l'intelligence artificielle générative. D'après le *Washington Post*, certaines références du rapport contiennent des marqueurs

[1] Conférence de presse du 22 mai 2025, site officiel de la Maison Blanche : https://www.whitehouse.gov/videos/the-make-america-healthy-again-report-may-22-2025/

[2] Marisha Goldhamer, Bill McCarthy, « *Make America Healthy Again' report cites nonexistent studies*", AFP USA, 30 avril 2025

[3] Emily Kennard, Margaret Manto, « *The MAHA Report cites studies that don't exist*", Notus, 29 mai 2025

« oaicite » attachés à leur URL, ce qui indiquerait sans équivoque que l'information a été générée par IA[4].

RFK Jr. : « Disinformation Dozen »

Si la communauté scientifique s'indigne, RFK Jr. n'en est pas à son coup d'essai. L'ancien avocat, neveu du président démocrate JFK, est bien connu pour ses déformations scientifiques. Il figure d'ailleurs sur la liste « *Disinformation Dozen* » (« la douzaine de la désinformation ») établie par le *Center for Countering Digital Hate*. Selon cette organisation à but non lucratif basée au Royaume-Uni et aux États-Unis, ces 12 figures sont responsables de 65 % des messages antivaccins diffusés sur les réseaux sociaux pendant la pandémie de Covid-19. Pour faire cette analyse, elle a passé en revue 689 000 publications ou partages sur Facebook et 120 000 tweets en février et mars 2021[5].

Pour David Gorski, professeur de chirurgie à la Wayne State University, expert en désinformation médicale et rédacteur en chef du site *Science Based Medicine*, RFK Jr. « n'a aucune expérience en santé et il est reconnu pour propager de fausses informations et des théories du complot depuis plus d'une vingtaine d'années ». « Ça s'est empiré. Il était à la base antivaccins. Maintenant, il propage toutes sortes de théories du complot. »[6]

Ces allégations assurent, entre autres, que le VIH n'est pas à l'origine du Sida, que le Wifi provoque des cancers et des « fuites cérébrales », que les antidépresseurs sont à l'origine des fusillades dans les écoles, que les produits chimiques présents dans l'eau pourraient rendre les enfants transgenres ou encore que le virus du Covid-19 était « techniquement ciblé » pour nuire aux personnes noires et aux personnes blanches tout en épargnant les « Ashkénazes et les Chinois ».

RFK Jr. ne se contente pas de diffuser des thèses médicales non étayées. Depuis le milieu des années 2010, il combat aussi les grands groupes pharmaceutiques et les géants de l'industrie agroalimentaire.[7] Selon lui, les maladies chroniques aux États-Unis s'expliquent en partie par la présence de fluor dans l'eau. Progressivement, sa lutte contre la « big pharma » se teinte d'un discours antivaccin. Ainsi, le mercure contenu dans les vaccins favoriserait l'apparition des troubles du spectre autistique. Esther Duflo, économiste franco-américaine et prix Nobel en 2019, estime, en novembre 2024 sur France Culture, que « cette combinaison antiscience,

[4] Lauren Weber et Catlin Gilbert, "*White House MAHA Report may have garbled science by using AI, experts say*", Washington Post, 29 mai 2025
[5] « *The Disinformation Dozen* », Center for Countering Digital Hate, 24 mars 2021
[6] « *RFK Jr., une menace pour la science et la santé* », ICI Radio-Canada, 18 novembre 2024
[7] En 2018, il contribue à faire condamner Monsanto pour avoir dissimulé la dangerosité de l'herbicide Roundup.

antilobby est d'autant plus nocive que le lobby de l'industrie pharmaceutique est effectivement puissant aux États-Unis. Elle explique peut-être cette étrange convergence de l'extrême droite et d'un mouvement antivax qui était dans le passé plutôt l'apanage des hippies californiens que des conservateurs. »[8]

Toujours est-il que pendant la pandémie de Covid-19, RFK Jr. s'impose comme l'une des figures internationales du mouvement antivaccin… même s'il s'en défend régulièrement. Il s'appuie notamment sur l'association Children's Health Defense, qu'il préside de 2015 à 2023. Celle-ci réunit un groupe d'activistes menant campagne contre divers programmes de santé publique, tels que la vaccination et la fluoration de l'eau potable. Son budget s'élève à 15 millions de dollars, abondé notamment par des dons de particuliers. En novembre 2023, la Children's Health Defense décerne son premier prix *Defender Award* à Kennedy pour « son courage et son engagement indéfectible en faveur de la vérité et de la liberté. »[9]

RFK Jr. a beau être issu d'une lignée démocrate, sa rhétorique fait écho avec celle du républicain, Donald Trump.

Les conseils du Dr Trump

Une autre conférence de presse est organisée à la Maison Blanche le 23 avril 2020, en pleine épidémie de Covid-19. La majorité des pays sont soumis à des mesures de confinement total ou partiel. Donald Trump, dont c'est la première mandature en tant que président des États-Unis, rebondit sur les travaux présentés par Bill Bryan. Le sous-secrétaire responsable de la technologie et de la science au département de la sécurité intérieure déclare notamment que des recherches ont montré que l'eau de javel pouvait tuer le virus dans la salive ou les fluides respiratoires en cinq minutes et que l'alcool isopropylique pouvait le tuer encore plus rapidement. Manifestement fasciné, Donald Trump suggère : « Le désinfectant élimine [le virus] en une minute. Une minute ! Y a-t-il un moyen de faire quelque chose comme ça par injection, à l'intérieur ou presque comme un nettoyage ? »[10] De retour dans le bureau ovale, le président américain tente une machine arrière en assurant s'être exprimé de façon « sarcastique ». Consternée, la communauté scientifique réagit. Sur *NBC*, le docteur Vin Gupta, expert de santé publique et spécialiste du poumon et des soins intensifs ironise : « C'est une méthode couramment utilisée par les gens qui veulent se tuer ». De même, le Centre de recherche français Marseille Immunopôle renchérit : « De la même manière,

[8] « *Aux États-Unis, le ministre de la Santé crée sa propre réalité scientifique* », France Culture, 25 novembre 2024
[9] Maxime Birken avec AFP, *« Robert Kennedy Jr. nomme la star des « antivax » Robert Malone dans son équipe chargée des vaccins* », HuffPost , 12 juin 2025
[10] « *Members of the coronavirus task force hold a press briefing*", Youtube, 23 avril 2020 https://www.youtube.com/watch?v=PsQnfpfIa_o

l'immolation par le feu pourrait être une alternative utile. »[11] Paul Hunter, professeur de médecine à l'Université britannique d'East Anglia : « C'est incroyablement irresponsable parce que, malheureusement, il y a des gens dans le monde qui pourraient croire à ce genre d'absurdité et l'essayer. » Le groupe Reckitt Benckiser, qui fabrique les désinfectants ménagers Dettol et Lysol, se fend d'un communiqué de presse afin de demander à ses clients de ne pas ingérer ou s'injecter des produits[12]. Twitter se permet même d'ajouter aux messages présidentiels : « Vérifiez les faits. »

En août 2020, Donald Trump affirme dans une vidéo que les enfants sont « presque totalement » immunisés contre le Covid-19. Cette fois, les plateformes Facebook et Twitter censurent le contenu[13].

Enfin, le président américain partage et défend l'utilisation de traitements tels que l'hydroxychloroquine, dont l'efficacité n'a jamais été prouvée contre le Covid-19. Il soutient également des vidéos affirmant que les masques sont inutiles pour prévenir la maladie.

En octobre 2020, une équipe américaine de l'Université de Cornell *Alliance for Science* publie une étude. Ces chercheurs disent avoir analysé 38 millions d'articles, publiés en anglais aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Inde, en Irlande, en Australie et en Nouvelle-Zélande ainsi que dans quelques pays africains et asiatiques. Plus de 542 400 articles véhiculant de fausses informations relatives au coronavirus ont été identifiés. Et selon cette équipe, le président Trump représente, à lui seul, la source ayant engendré le plus de désinformation sur le Covid-19 pendant la pandémie. À noter, et ce n'est pas anodin, que cette étude universitaire a été financée par la fondation Bill et Melinda Gates. Bill Gates, est lui-même régulièrement mis en cause par Donald Trump et surtout par RFK Jr[14].

Pourtant, les « conseils » du « Dr Trump » ont beau paraître aussi délirants que dangereux, peut-on réellement parler de désinformation ? Dès 2020, le patron de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS) s'inquiète : « Nous ne combattons pas seulement une épidémie, nous combattons une 'infodémie' »[15]. Deux ans plus tard, l'OMS définit la « désinformation » comme étant « le fait de diffuser des informations fausses ou inexactes destinées à tromper. [Cela] inclut également la communication d'informations trompeuses ou biaisées ; de récits

[11] « *Combattre le coronavirus avec du « désinfectant » ? Trump accusé d'être irresponsable* », AFP, 24 avril 2020
[12] « *Improper use of Disinfectants* », communiqué de presse Reckitt, 24 avril 2020
[13] « *Donald Trump accusé de désinformation par Twitter et Facebook* », le Monde avec AFP, 06 août 2020
[14] Robert F. Kennedy Jr., « *Anthony Fauci, Bill Gates et Big Pharma : leur guerre mondiale contre la démocratie et la santé publique* », Résurgence, 2021. « *Meilleure vente aux États-Unis en 2021* » d'après Amazon. Préfacé dans sa version française par Christian Perronne, médecin controversé.
[15] Sabine Delanglade, « *Le virus mortel de la désinformation* », Les Échos, 3 juin 2020

ou de faits déformés et la propagande »[16]. Autrement dit, plus qu'une fausse nouvelle, il y a vraiment une intention de nuire. Il ne s'agit pas d'une simple erreur. Dans les années 2020-2021, Donald Trump cherche-il sciemment à tromper le public de façon planifiée et consciente ? Rien ne permet de l'affirmer. Son comportement semble plutôt lié à une volonté de minimiser la gravité de la pandémie, de rassurer le public ou de défendre ses choix politiques, sans se soucier de la qualité et de la véracité médicale des informations transmises.

Or, ce qui touche à la santé fait souvent peur et la peur rend crédule. La période de confinement a, par ailleurs, été marquée par une explosion de l'audience d'internet avec un trafic augmenté de 30 %. Autant dire que « le confinement a été un incubateur de crédulité », résume le sociologue Gérald Bronner[17].

DT et RFK Jr : le pacte

Rivaux politiques jusqu'en 2024, Trump et Kennedy se rejoignent donc sur plusieurs questions de santé et notamment lorsqu'il s'agit de dénoncer la politique sanitaire de Joe Biden. Aussi, lorsque RFK Jr. décide de se retirer de la course à la présidentielle pour se rallier au candidat républicain en août 2024, ce dernier promet, s'il est réélu, de laisser Kennedy « se déchaîner sur la santé »[18]. Au soir de sa réélection, Donald Trump réitère sa promesse : « Je vais lui laisser faire ce qu'il veut avec la santé. Je vais lui laisser carte blanche sur la nourriture. Je vais lui laisser carte blanche sur les médicaments. »

Nommé secrétaire à la Santé et aux Services sociaux des États-Unis le 14 novembre 2024 (sa nomination est confirmée par le Sénat le 13 février 2025 par un vote de 52 contre 48), RFK Jr. prend du même coup la tête de 13 agences et 10 sous-agences de santé dont l'Agence Fédérale du département américain de la Santé et des Services sociaux, les centres pour le contrôle et la prévention des maladies (CDC), l'Agence américaine des médicaments (FDA) et les Instituts Nationaux de santé (NIH).

« Pendant trop long longtemps, les Américains ont été écrasés par le complexe agroalimentaire et les laboratoires pharmaceutiques qui se sont adonnés à la tromperie, la mésinformation et la désinformation en matière de santé publique », justifie Donald Trump dans un communiqué.

---

[16] Communiqué de presse OMS, « *Dans une nouvelle analyse, l'OMS constate que l'infodémie et la désinformation influencent négativement les comportements en matière de santé* », 1er septembre 2022

[17] Anna Cabana, « *Le sociologue Gérald Bronner : 'La peur est un excellent produit sur le marché de l'information* », le Journal du Dimanche, 24 août 2023

[18] Jacqui Wakefield, « *Donald Trump : l'impact du ministre de la Santé Kennedy sur la santé mondiale* », BBC, 23/02/2025

Bien qu'attendue, la nouvelle de cette nomination plombe aussitôt les valeurs des principaux groupes pharmaceutiques (GSK et Moderna aux États-Unis, Sanofi à Paris)[19].

Mais sur les réseaux sociaux, des Américains, notamment des mères de famille et des influenceurs « forme et santé » relaient ces arguments. Il faut dire qu'après la pandémie, le mouvement antivaccin a repris de plus belle et bon nombre s'inquiètent de l'augmentation du nombre de cancers chez les jeunes générations[20]. Ce que certains appellent les « turbocancers ». Plusieurs célébrités prétendent d'ailleurs être ou avoir été atteintes par un cancer.[21]

Partout dans le monde, des scientifiques s'alarment de la nomination de RFK Jr. Les Canadiens sont en première ligne. Timothy Caulfield, professeur à l'université de l'Alberta, étudie la désinformation en santé : « Je ne pensais pas que quelqu'un d'aussi dangereux et d'aussi malveillant soit élevé à un tel niveau de pouvoir. Je suis inquiet ». Guère plus optimiste, David Gorski, professeur de chirurgie à la Wayne State University, expert en désinformation médicale et rédacteur en chef du site *Science Based Medicine*, pronostique : « Il va causer des préjudices générationnels et il va renforcer la méfiance des gens à l'égard des sciences »[22].

Très vite, l'alliance Trump-Kennedy permet d'orchestrer la désinformation de façon institutionnalisée et décomplexée dans plusieurs domaines et singulièrement en santé. Pour cela, elle s'appuierait sur les préconisations sorties tout droit du *Project 2025*. Il s'agit d'un document publié en 2023 par le groupe de réflexion de droite ultraconservatrice Heritage Foundation, et qui prône de restructurer et de démanteler, entre autres, les institutions scientifiques. « La plupart des observateurs l'avaient lu comme une déclaration d'intentions, une sorte de catalogue des rêves de l'aile la plus extrême des conservateurs. Peu imaginaient qu'il puisse devenir un véritable plan d'action gouvernementale », analyse Elizabeth Sheppard Sellam, maître de conférences à l'université de Tours.[23]

Le grand ménage : remplacer l'expertise par les opinions

Pour prendre le contrôle des agences de santé et miner leur expertise, RFK Jr. met très vite en œuvre une stratégie de sabotage. Le 9 juin 2025, il congédie la totalité des 17 experts d'un

[19] Solveig Dodeluck, Sharon Wajsbrot, « *Trump : pourquoi Robert Kennedy Jr fait trembler les laboratoires pharmaceutiques* », Les Échos, 15 novembre 2024

[20] A. Rodriguez, Swapna Venugopal Ramaswamy, *« RFK, MAHA say how they'll confront chronic diseases in kids. Why are some disappointed ?* » , USA Today, 9 septembre 2025

[21] Alexia Partouche, « Fox News commentator did not die of 'turbo cancer'", AFP Fact Check, 12 décembre 2024

[22] « *RFK Jr., une menace pour la science et la santé* », Ici Radio-Canada , 18 novembre 2024

[23] Elizabeth Sheppard Sellam, "*Project 2025 : le manuel secret de Trump prend vie* », The Conversation, 16 octobre 2025

important groupe consultatif de la HHS (département de la Santé et des Services sociaux des États-Unis) sur les vaccins, les accusant de conflits d'intérêts avec l'industrie pharmaceutique. Il l'annonce dans une tribune du *Wall Street Journal*. Le secrétaire de la santé y affirme que « la confiance du public s'érode (…) que ce soit envers les agences de santé, les laboratoires pharmaceutiques ou les vaccins eux-mêmes. Certains tenteraient d'expliquer cela par de la désinformation ou des attitudes antiscientifiques. Cependant, cela reviendrait à ignorer un historique de conflits d'intérêts (…) ». Car selon RFK Jr., ce groupe d'experts est « miné par des conflits d'intérêts persistants » au point qu'il n'est devenu qu'une « simple chambre d'enregistrement pour n'importe quel vaccin ».[24] À la place des limogés, il nomme plusieurs figures contestées par leurs pairs. C'est le cas de Robert Malone, un biochimiste qui a contribué au développement des vaccins à ARN messager avant de faire la promotion d'un médicament antiparasitaire (l'ivermectine) pour traiter le Covid-19. Idem pour David Geier, sanctionné dans le Maryland pour avoir exercé la médecine sans autorisation et sans diplôme et surtout connu pour promouvoir l'idée qu'il existe un lien entre vaccin et autisme. Nous y reviendrons.

La purge des experts et la refonte du paysage scientifique ne s'arrête pas là. Des dizaines de milliers de chercheurs sont licenciés au NIH (National Institutes of Health, le plus grand centre de recherche biomédicale dans le monde), au CDC (Centers for Disease Control and Prevention, institut de santé publique), et à la FDA (Food and Drug Administration, l'agence américaine des produits alimentaires et médicaments), avec l'intention de remplacer l'expertise par les opinions.

Fin mars 2025, Peter Marks, le plus haut responsable des vaccins de la FDA, est contraint de démissionner. Il accuse notamment RFK Jr. de répandre « de fausses informations et des mensonges » sur les vaccins. Il raconte que l'équipe du secrétaire de la santé lui a demandé de fournir des données inexistantes pour justifier les discours antivaccins[25].

Sur X, le docteur C. Demetre, directeur du CDC, publie sa lettre de démission. « Ayant travaillé dans le domaine de la santé publique locale et nationale pendant des années, je n'ai jamais connu une telle opacité, ni vu une manipulation aussi grossière des données à des fins politiques plutôt que pour le bien du peuple américain. » [26]

[24] Robert F. Kennedy Jr., « *RFK Jr. : HHS moves to restore public trust in vaccines*", Wall Street Journal, 9 juin 2025
[25] Liz Essley White, *« Ousted Vaccine Chief Says RFK Jr.'s Team Sought Data to Justify Anti-Science Stance*" The Wall Street journal, 4 avril 2025
[26] X, *« My resignation letter from CDC*", @dr_demetre, 28 août 2025

Censure et auto-censure

Parallèlement, des coupes budgétaires sont annoncées, des financements gelés, par exemple à l'université d'Harvard privée d'une aide de 2,2 milliards de dollars[27]. L'administration Trump fait circuler des listes de termes dits « woke » qui ne doivent plus apparaître sur ses sites web et dans ses communications officielles. Début mars, le *New York Times* en publie une compilation (non exhaustive). Parmi les 200 mots proscrits figurent « black », toute la phraséologie qui se rapporte aux questions de genre et à l'homosexualité, « feminism », « people+uterus », « pregnant person », « sexuality », « women+underrepresented », etc[28].

David Paltiel, professeur en santé publique à la Yale School of public Health, témoigne lors d'un séjour à Paris : « Dans mon université, que j'aime de tout mon cœur, tous mes collègues ont peur. Notre travail est surveillé, on n'a plus le droit de dire des mots comme 'égalité des sexes', 'transgenre'… Certains se voient supprimer leurs bourses, les équipes sont diminuées, les dégâts sont parfois impossibles à corriger. »[29] Or, comment traiter un sujet que l'on ne peut pas nommer ?

En découvrant que des financements peuvent être annulés si le seul intitulé de recherche comporte des mots interdits, des chercheurs préfèrent renommer certains de leurs travaux. Le directeur d'un centre de recherche en sciences de la Terre, confirme : « Cette autocensure pour éviter de se retrouver en ligne de mire est très inquiétante. L'administration cherche à ce que tout le monde ait peur, et cela semble marcher. »[30]

À cette censure s'ajoutent des menaces contre la littérature scientifique. RFK Jr. attaque les principales revues médicales (*The Lancet*, le *New England Journal of Medicine*, *Jama*), les accusant d'être « toutes corrompues » par l'industrie pharmaceutique[31].

Robert Proctor, historien des sciences, résume dans *Le Monde* : « la seconde administration de Donald Trump est très différente de la première. Il est beaucoup mieux préparé à travers le « Project 2025 » de la Heritage Foundation, et il contrôle non seulement les trois branches du gouvernement, mais aussi une grande partie des médias et des réseaux sociaux tels que X.

---

[27] « *Harvard s'oppose à Donald Trump, le président US gèle 2,2 milliards de dollars à la prestigieuse université* », 15 avril 2025

[28] K. Yourish, A. Daniel, S. Datar, I. White & L. Gamio, "*These words are disappearing in the new Trump administration*", The New York Times, 7 mars 2025

[29] « *Le système de santé US affaibli par des vagues de licenciements massifs* », le Monde, 05 avril 2025

[30] *« La recherche française touchées par l'onde de choc de la politique antiscience de Donald Trump* », Le Monde, 14 avril 2025

[31] *« Nous allons probablement cesser les publications dans le Lancet… L'administration trump menace de remplacer les revues scientifiques* », le Figaro avec AFP, 29 mai 2025

Il prend tout le monde par surprise par la rapidité de ses actions. (…) Il s'agit d'une sorte de grand ménage… »[32].

Si ces institutions et organes de diffusion scientifiques sont ainsi attaqués, c'est pour servir un discours de désinformation, somme toute, assez simple avec deux principaux chevaux de bataille : l'attaque contre les vaccins recommandés et, dans une moindre mesure, contre les médicaments courants notamment le paracétamol.

Le mythe paracétamol / autisme

Le 22 septembre 2025, Donald Trump prend de nouveau la parole pour prodiguer des conseils sur un sujet, dont lui et Kennedy, ont fait leur marotte : l'origine des troubles du spectre autistique (TSA). Sans complexe, il assure devant la presse : « J'ai toujours eu des opinions très tranchées sur l'autisme, ses origines et son apparition. Mais il s'avère que nous en comprenons bien plus que ceux qui l'étudient. » Le président des États-Unis affirme que la prise d'Acétaminophène (le paracétamol commercialisé aux États-Unis sous la marque « Tylenol ») *pendant* la grossesse « peut être associée à un risque très accru d'autisme. Donc prendre du Tylenol, ce n'est pas bon (…) N'en prenez pas et n'en donnez pas à votre enfant ». Trump fait même le lien avec Cuba, qui n'aurait quasiment pas d'autisme parce que les Cubains n'auraient pas les moyens de s'offrir du paracétamol.[33] Dans les heures qui suivent, l'OMS, dont les États-Unis ne font plus partie depuis janvier 2025, publie un démenti : « Des recherches approfondies ont été entreprises au cours de la dernière décennie, y compris des études à grande échelle, sur les liens entre la prise de paracétamol pendant la grossesse et l'autisme. À l'heure actuelle, aucun lien significatif n'a été établi »[34]. Les agences de sécurité du médicament européennes confirment, elles aussi à l'instar de l'ANSM en France. « Comme pour tous les médicaments, l'ANSM exerce une surveillance continue des données d'efficacité et de sécurité sur le paracétamol (…) Les données nombreuses portant sur les femmes enceintes ne montrent pas de risque de toxicité fœtale : néonatale chez le fœtus en développement ou chez les nouveaux-nés. »[35].

Qu'importe. En diabolisant un médicament de consommation relativement courante, Donald Trump a fait du bruit. Sur les réseaux sociaux comme sur les médias traditionnels, deux camps s'invectivent, relayant inlassablement messages et réactions pour les saluer ou, au contraire,

[32] Hervé Morin, Nathaniel Herzberg, « *Robert Proctor, historien des sciences : 'Nous visons un âge d'or de l'ignorance'* », le Monde, 9 mars 2025
[33] « *Full video : Trump announcement on Autism and acetaminophen*", Fox 5 Washington DC via youtube, 22 septembre 2025
[34] Communiqué de presse, « *Déclaration de l'OMS sur les questions liées à l'autisme* », 24 septembre 2025
[35] Communiqué ANSM, *« Il n'existe pas de lien démontré entre le paracétamol et l'autisme* », 25 septembre 2025.

les dénoncer. Un exemple sur X ; Aaron Rupar, qui se présente comme un journaliste indépendant, reprend les propos de Nancy Mace, une élue républicaine de Caroline du Sud : « Des femmes enceintes se filment en train de prendre du paracétamol (…) Elles détestent Trump plus qu'elles n'aiment leurs bébés … Elles nient la science. »[36]

L'attaque contre le plan de vaccination

Donald Trump recherche aussi les causes de l'autisme du côté des vaccins. Son ministre de la Santé a entrepris de refondre la politique vaccinale aux États-Unis et a nommé Robert Malone (antivax, rappelons-le) à la tête de travaux destinés à comprendre et à lutter contre « l'épidémie d'autisme » (le terme même d' « épidémie » est contesté par la communauté scientifique qui explique le plus grand nombre de cas de TSA par un meilleur diagnostic). Dans cette même conférence de presse du 22 septembre 2025, Donald Trump dénonce l'ensemble des vaccins recommandés par les autorités de santé américaines pour les nouveaux-nés. « Ils injectent tellement de produits à ces beaux petits bébés, c'est une honte. Je pense que c'est très mauvais. On dirait qu'ils injectent à un cheval. (…) L'hépatite B est transmise sexuellement. Il n'y a aucune raison de vacciner un bébé qui vient de naître contre l'hépatite B ». Le chef de l'État semble ainsi oublier que la mère infectée peut transmettre le virus pendant la grossesse ou l'accouchement.

Dans cette guerre déclarée aux vaccins, RFK Jr. va, lui, jusqu'à argumenter en assurant, à tort, que le vaccin contre la varicelle n'est pas utilisé en Europe, « notamment parce que l'essai préclinique montre que lorsque vous vaccinez la population contre la varicelle, vous obtenez le zona chez les personnes âgées, ce qui est plus dangereux ». Selon une étude de 2022, 28 pays européens administrent les vaccins. Il est même obligatoire pour les jeunes enfants depuis mai 2025 en Hongrie, Lettonie et Italie.[37]

Pas étonnant, donc, que l'administration Trump choisisse de mettre fin à 22 investissements pour le développement de vaccins à ARN messager, accusant ces vaccins de ne pas protéger efficacement contre les infections de voies respiratoires.[38]

L'exploitation des paysages médiatiques

La désinformation trouve un terrain fertile grâce au changement de politique des plateformes numériques.

[36] X, @atrupar , 24 septembre 2025
[37] Marisha Goldhamer, « *RFK Jr. misleads on chickenpox vaccine use in Europe*", AFP USA, 22 mai 2025
[38] « *L'administration Trump s'en prend aux vaccins à ARN messager, décisifs pendant le* Covid », le Huffington Post avec AFP, 6 août 2025.

Si les réseaux sociaux ont pu menacer voire bannir des contenus de Donald Trump en 2020, il n'en est plus du tout question en 2025. YouTube, X (ex-Twitter) et Meta (Facebook/Instagram) ont prêté allégeance à Trump et, de fait, ont considérablement assoupli leurs politiques sur la désinformation, réintégrant des influenceurs bannis au nom de la « liberté d'expression ». Depuis son rachat par Elon Musk en 2022, X autorise des comptes jugés jusqu'alors problématiques, notamment de complotistes ou suprémacistes. Chez Meta, les *facts-checkers* sont remplacés par des « notes communautaires », sur le modèle de ce qui existe déjà sur X. La plateforme de Google, quant à elle, explique par la voix du conseiller juridique d'Alphabet (la maison mère de Google) que « Youtube attache de l'importance aux voix conservatrices sur sa plateforme et reconnaît que ces créateurs ont une large audience et jouent un rôle important dans le débat civique ».

Au nom de la liberté d'expression, le pouvoir en place, et donc les voix conservatrices sont manifestement favorisés. Arthus Delaporte, député PS du Calvados, qui a travaillé sur la loi sur les influenceurs, estime que « sous l'ère Trump, il y a une pression pour une liberté d'expression qui favorise aussi la radicalisation des débats ».[39]

Un phénomène amplifié par les algorithmes des plateformes numériques. Ils privilégient les contenus qui suscitent des émotions fortes comme la peur, le dégoût et l'espoir (le domaine de la santé y est particulièrement propice), ce qui amplifie l'asymétrie de l'information, où une part disproportionnée de messages faux est diffusée par une poignée de « *super spreaders* », c'est-à-dire des personnes qui diffusent des *fake news* parce qu'elles sont persuadées qu'elle est vraie. Gérald Bronner, professeur de sociologie à l'Université de Paris Sorbonne, relève que « dans l'exemple des antivaccins, 1% des comptes sur les réseaux sociaux produisent 33 % de l'information disponible, et cette asymétrie est amplifiée par les algorithmes. Or, toute alerte fondée sur la peur, comme la peur sanitaire par exemple, retient notre attention. Il faut aussi souligner que notre cerveau a tendance à multiplier les faibles probabilités de risque par 10 ou 15 et cette appétence pour le risque en fait un très bon produit cognitif »[40].

Depuis 2024, la politique de désinformation de Trump ne repose plus seulement sur des déclarations ponctuelles, mais sur une stratégie politique, idéologique et structurelle. Reste à comprendre dans quels buts.

[39] « *Aux États-Unis, les réseaux sociaux réinstaurent la « libre expression » et son lot de fausses informations* », Les Echos, 24/09/2025

[40] « *Désinformation en santé : interview de Gérald Bronner* », site du Ministère du travail, de la santé, des solidarités et des familles, 5 juin 2025

DÉSINFORMER ET MANIPULER LA SANTÉ À DES FINS POLITIQUES

En explorant la défiance envers les institutions, Trump s'aligne sur la méfiance profonde envers les agences fédérales de santé ainsi qu'à l'encontre des grands laboratoires pharmaceutiques, la « big pharma ». En les accusant d'être « corrompus » ou soumis aux « lobbies », le chef de l'État se positionne en défenseur du peuple contre l'élite.

Sa rhétorique, tout comme celle de RFK Jr., est conçue pour exploiter des émotions fortes, qui rendent le public plus crédule. Deux psychologues américains ont ainsi démontré, *via* un test réalisé sur 3 000 volontaires, que la principale raison pour laquelle nous croyons à de fausses nouvelles, c'est aussi en raison de notre paresse. C'est encore plus vrai lorsque l'on est soumis à un flot continu de messages. « Les chercheurs prennent de plus en plus pour acquis que notre cerveau est, par nature, paresseux. Il saute à la conclusion la plus facile et porte des jugements ultra-rapides plutôt que de soupeser le pour et le contre. Notre inconscient prend continuellement ces raccourcis, ce qui est une porte grande ouverte pour se laisser tromper par une fausse nouvelle. Et ce n'est pas juste une question de paresse intellectuelle : notre cerveau a ses limites ; comme il ne peut pas traiter une très grande quantité d'informations en même temps, il doit aller au plus pressé », expliquent David Rand et Gordon Pennycook[41].

En martelant de fausses informations ou des faits tronqués, la plupart finissent par retenir ce qu'ils ont le plus entendu, aussi aberrants puissent être ces messages.

Imposer sa réalité

Ainsi, le 28 septembre 2025, Donald Trump partage sur son réseau Truth Social une fausse vidéo générée par intelligence artificielle (le président américain est coutumier des deep fakes). Cette séquence[42] le montre annonçant la généralisation des « Medbeds », des lits médicaux futuristes censés guérir par ondes et régénération d'ADN. La mise en scène imite de façon assez grossière la charte graphique de la chaîne de télévision Fox News. Cette vidéo proviendrait d'une mouvance conspirationniste d'extrême droite : QAnon[43]. Une douzaine d'heures après l'avoir relayée, le président l'a supprimée après que Fox News a confirmé n'avoir jamais diffusé un tel message.

[41] Pascal lepointe, « *Le succès des fausses nouvelle repose sur notre paresse* », Science.Presse, 24 juillet 2018
[42] Page officielle de l'émission « *Info ou Intox* » de France 24, Youtube, 30 septembre 2025
[43] QAnon réunit de fervents supporters de Donald Trump. Bannie en 2020, la sphère QAnon s'est relancée sur la plateforme X lorsque celle-ci a été rachetée par Elon Musk. Entre le 1er mai 2023 et le 1er mai 2024, ses contenus ont augmenté de 1000%, servant la plupart du temps le candidat Trump. Cf. Emission « *Veille sanitaire* », France Inter, 15 mai 2024

Une fois de plus, le narratif très simpliste repose sur le sensationnel, les émotions (en l'occurrence l'espoir). Un mode de communication habituel chez Donald Trump. « Ces vidéos lui assurent une visibilité maximale. Cela lui permet de marquer l'agenda médiatique à moindre coût, et c'est un procédé plus rapide que de produire un message politique classique. Le but est de s'inscrire dans une guérilla de l'image avec une vitesse de réaction », analyse dans *Ouest-France*[44] Nicolas Baygert, docteur en sciences de l'information et de la communication, professeur à l'IHECS (Institut des Hautes Études des Communications Sociales) à Bruxelles, également enseignant à Science Po Paris.

En outre, le recours à l'IA lui permet d'imposer sa propre réalité, celle qui fait rêver. « Même si on sait que c'est faux, cela lui permet d'imposer son narratif visuel dans le débat public », note encore Nicolas Baygert. Il en va des guérisons miraculeuses comme de Gaza transformé en « Côte d'Azur du Moyen-Orient». Comme une façon de dire et montrer : « Regardez, avec moi, c'est possible ».

Asseoir sa base militante

Trump ne vend pas seulement du rêve, il comprend sa base militante. Son narratif lui permet de séduire des électorats sensibles aux messages anti-système ou complotistes. En nommant RFK Jr. au poste de secrétaire à la Santé, il signale sa volonté de satisfaire le mouvement antivax et de lui donner une caution politique.

En annonçant qu'il souhaite mettre fin aux obligations vaccinales, RFK Jr. insiste sur le fait qu'il n'empêchera jamais de se faire vacciner, mais que le choix doit être libre. Ainsi, lors de son audition pour confirmer sa nomination au poste de ministre, il assure devant le Sénat que les vaccins « ne provoquent pas l'autisme ». Il promet même de s'excuser « pour [s]es propos déplacés qui ont pu induire les gens en erreur ». Promesse rapidement oubliée. Dans son discours devant le Sénat, RFK Jr. promeut « la liberté individuelle » tout en distillant des assertions non vérifiées scientifiquement et des informations frauduleuses.[45]

Un écran de fumée

En saturant l'espace médiatique avec des déclarations sensationnalistes, l'administration Trump tente aussi de détourner l'attention de ses propres responsabilités et de ses défaillances. La méthode consiste à créer des pics importants de commentaires et à dominer

[44] Paul Gratian, « *Pourquoi Donald Trump publie-t-il autant de fausses vidéos générées par intelligence artificielle ?* », Ouest-France, le 20 octobre 2025
[45] Vidéo Youtube, « *RFK Jr. testifies at Senate hearing amid CDC chaos",* CBS News, 31 janvier 2025

la communication. Dès lors, la désinformation permet de désigner des boucs émissaires pour expliquer les difficultés sanitaires.

Un autre effet bien connu de la désinformation, c'est justement d'exacerber les divisions socio-culturelles en misant sur les tensions nationalistes, ethniques, raciales et religieuses. Selon la politologue américaine Kelly Greenhill, « ces types de messages permettent aux idées discriminatoires et provocatrices d'entrer dans le discours public et d'être traitées comme des faits. Une fois installées, ces idées peuvent alors être utilisées pour désigner des boucs émissaires, normaliser les préjugés et affermir la mentalité consistant à opposer nous et eux. »[46]. C'est ainsi que des actes violents sont commis contre des Asiatiques durant la pandémie.

En juin 2025, l'AFP rapporte qu'au Canada, certains utilisateurs des réseaux sociaux assurent que l'épidémie de « rougeole est revenue au Canada à cause d'une immigration incontrôlée ». Affirmation démentie par les données de santé publique.[47]

Mais la proximité avec la politique anti-migrants du président américain est flagrante.

Faire pression sur les labos pharmaceutiques

Si RFK Jr. capitalise sur la méfiance envers l'industrie pharmaceutique en se posant en lanceur d'alerte contre les conflits d'intérêts supposés avec les agences sanitaires, Trump cherche davantage à s'imposer comme défenseur du consommateur américain. Il dénonce le coût élevé des médicaments, exigeant que les grands laboratoires baissent leurs prix. Fin septembre 2025, il annonce l'imposition de droits de douane de 100 % sur les produits pharmaceutiques de marque (hors génériques), sauf si l'entreprise construit son usine de fabrication pharmaceutique aux États-Unis. En somme, une déclinaison de son principe d'« America first ». Inquiètes des attaques répétées à leurs encontre, plusieurs grandes firmes (Sanofi, Roche, Novartis, GSK…) viennent d'ailleurs d'annoncer qu'elles comptent investir des milliards d'euros aux États-Unis.[48]

L'attaque contre la Big Pharma est donc une stratégie à double finalité : pour Trump, elle permet d'atteindre des objectifs économiques concrets (baisser les prix, relocaliser la production) tout en offrant un bouc émissaire politique. Pour RFK Jr., elle est une croisade

[46] Philippe Couture, « *Quels sont les impacts de la désinformation ?* », SciencePresse, 15 septembre 2020
[47] Gwen Rolay, « *Aucun fondement pour affirmer que l'épidémie de rougeole au Canada est due à des migrants* », AFP Canada, 23 juin 2025
[48] « *Trump aimante les investissements pharma* », Actulabo, 17 septembre 2025

idéologique essentielle pour mobiliser l'électorat anti-système, institutionnaliser le scepticisme vaccinal.

Pour l'administration Trump, la désinformation permet enfin de justifier la restructuration du système de santé, notamment les coupes budgétaires. Exemple, le 8 mars 2025, la secrétaire à l'agriculture, Brooke Rollins, poste un message sur X : « Annulé : Subvention de 600 000$ pour l'étude des cycles menstruels chez les hommes transgenres. Continuez à nous envoyer des conseils. Merci ! @approject ! La folie prend fin et la restauration de l'Amérique est en cours. »[49] Le message est abondamment relayé, notamment par le département de l'efficacité gouvernementale (DOGE), l'équipe de réduction des coûts, ainsi que par des médias tels que Fox News. Mais dans un communiqué publié le lendemain, le centre de recherche rectifie : Le projet n'était « pas une étude sur les cycles menstruels ni une recherche sur ceux-ci. Le terme 'hommes transgenres' n'a été utilisé qu'une seule fois pour indiquer que ce projet, grâce au développement de produits d'hygiène féminine 'plus sûrs et sains', bénéficierait à toutes les femmes biologiques. » [50]

En somme, l'intensité et le caractère sensationnel des déclarations de l'administration Trump sur la santé visent à submerger le débat public avec des contre-vérités et des controverses, rendant le débat public impossible. Cela permet de détourner l'attention des dégâts causés aux infrastructures sanitaires et des conséquences sanitaires. La désinformation en matière de santé est désormais intimement liée aux politiques conservatrices et de droite.

DÉSINFORMATION EN SANTÉ : QUELLES CONSÉQUENCES SUR LA SANTÉ PUBLIQUE ?

Les faux messages et la politisation de la santé aux États-Unis ont très vite des conséquences sur la santé publique.

Baisse de la couverture vaccinale

La refonte des politiques vaccinales menées par Trump et Kennedy permet aux parents de recourir plus facilement à des dérogations pour éviter de faire vacciner leur enfant. En septembre 2025, la Floride va plus loin en devenant le premier État américain à annoncer que les vaccins ne seront plus obligatoires pour les enfants. Ceci, couplé à la désinformation, conduit à une baisse importante de la couverture vaccinale. « Aux États-Unis, selon les

[49] @SecRollins, Post X, 8 mars 2025
[50] Bill McCarthy, « *USDA secretary, Doge misrepresent feminine hygiene study* », AFP USA, 13 mai 2025

dernières données des Centres pour la prévention et le contrôle des maladies (CDC), la vaccination systématique des enfants continue de baisser, en raison d'un taux d'exemptions croissant »[51]. La grande majorité des exemptions ne sont pas accordées pour des raisons médicales mais pour des motifs religieux, des croyances personnelles, des objections philosophiques ou de conscience, ce qui « crée des risques inutiles pour les individus et les communautés ».

« La vaccination contre la rougeole, les oreillons et la rubéole (ROR) a chuté à 92,5 %**,** contre 92,7 % l'année dernière et 95,2 % pour l'année scolaire 2019-20. (…). [Or], la couverture nationale ROR doit être d'au moins 95 % pour prévenir les épidémies et maintenir le statut d'élimination »[52]. Au Texas, dans le comté de Gaines, le taux de vaccination tombe même à 82 %. C'est de là que part une épidémie meurtrière.

Résurgence de maladies évitables

En 2025, les États-Unis enregistrent la plus importante épidémie de rougeole depuis trente ans. À la mi-septembre, près de 1 300 cas sont répertoriés à travers tout le pays. Trois personnes en décèdent, dont deux enfants

Dans un premier temps, RFK Jr. estime qu'une telle concentration de cas n'est « pas inhabituelle » avant d'avouer être « profondément préoccupé ». Il reconnaît l'utilité des vaccins comme un choix personnel avant tout, tout en vantant les bienfaits de l'huile de foie de morue et de la vitamine A comme alternatives à la vaccination. Cette concession lui vaut d'ailleurs d'être traité de « traître », sur les réseaux sociaux, par des antivax[53].

Dans un communiqué, le docteur Susan J. Kressly, présidente de l'American Academy of Pediatrics, pointe clairement du doigt la politique du gouvernement, qu'elle enjoint de changer de discours : « À l'heure où les maladies évitables sont en hausse, nous avons besoin d'une communication claire et efficace de la part des dirigeants gouvernementaux, recommandant la vaccination comme le meilleur moyen de garantir que le système immunitaire des enfants soit prêt à combattre les maladies dangereuses. »[54].

De fait, les scientifiques craignent que d'autres maladies, qui avaient quasiment disparu, ressurgissent, comme l'Haemophilus, les infections à pneumocoque, la diphtérie.

[51] Centre de recherche et de politiques sur les maladies infectieuses de l'université du Minnesota, août 2025
[52] Chris Dall, Ma,« *US Childhood vaccination rates continue to fall, CDC data show"* », Cidrap, 1er août 2025
[53] Thibault Rios, « *Fake News factory #2 : Robert FK Jr. ou la revanche des antivax* », Blast, 10 avril 2025
[54] Susan J. Kressly, "*AAP President Issues Statement on CDC Report on Kindergarten Vaccination Rates*", communiqué de presse, American Academy of Pediatrics, 31 juillet 2025

Dans un monde globalisé, où ni les informations ni les maladies ne connaissent de frontières, l'impact de la politique américaine anti-science et anti-système menace aussi le reste de le la planète.

Propagation et légitimation de l'infodémie dans le monde

Les positions de l'administration Trump affaiblissent les efforts d'immunisation dans le monde entier. « Des décennies de progrès en matière de vaccins pourraient s'effondrer, ce qui compliquerait les innovations futures dans le domaine de la santé. Les maladies infectieuses ne connaissent pas de frontière. Si la confiance dans les vaccins diminue, nous en paierons tous le prix », déclare sur la *BBC* le Dr Tony Yang, professeur en politique de santé mondiale et membre du conseil technique sur les vaccins contre la tuberculose pour l'OMS.

L'ONU s'alarme également : « En 2024, 60 pays ont été frappés par des épidémies « importantes ou perturbatrices » de rougeole, soit près de deux fois plus qu'en 2022 (33) »[55]. La revue *The Lancet* estime que le Nigéria, le Ghana, la Roumanie et la Bulgarie sont les « pays les plus affectés par les fake news américaines »[56].

S'y ajoute le désengagement des États-Unis de programmes historiques comme Pepfar, qui lutte contre le VIH, et USAID, qui combat notamment les maladies infectieuses (sida, tuberculose, paludisme…).

En France, la nomination de Kennedy semble avoir également galvanisé les mouvements antivax et complotistes, très internationalisés, en particulier les plus radicaux. Sur X, Verity France, qui se présente comme une association de victimes d'effets secondaires ou des difficultés suite aux vaccinations contre la Covid-19, écrit *:* « Ceux qui n'ont pas encore pigé pourquoi Bill Gates s'implique autant dans notre santé, c'est parce qu'à la clé, il y a des milliards de données personnelles à récolter pour dominer le monde numérique. »[57] Sur les réseaux sociaux, c'est un déchaînement : « En 2025, il y a encore des gens qui croient qu'il y a eu une pandémie d'une grande maladie hyper dangereuse et qu'on a été sauvé par le gouvernement qui nous a obligé [s] à respecter les horaires du virus et à mettre des couches en gaze sur la tronche. Et une potion magique ! »[58], peut-on lire.

[55] « *'La vaccination des enfants menacée par la désinformation et les coupes dans l'aide', s'inquiète l'ONU* », Communiqué Unicef – 15 juillet 2025
[56] Larson, Heidi J et al., « *A crisis of credibility: the global cost of US vaccine misinformation* », The Lancet, Volume 406, Issue 10504, 668 – 670, Juillet 2025
[57] @verity_france, Post X, 25 août 2025
[58] @niusmarco, Post X, 3 septembre 2025

Jérémy Ward, sociologue et chargé de recherche à l'Inserm, résume : « Pour la première fois, l'une des plus grandes démocraties du monde reconnaît que les vaccins recommandés ne sont pas si efficaces, ni sûrs, et donc, leur donne raison. »[59]

Des figures politiques d'extrême-droite reprennent à leur compte le narratif de Trump et RFK Jr. quasiment mot pour mot. Florian Philippot, ancien député européen et ancien conseiller régional du Grand Est, président du parti Les Patriotes, multiplie les contenus antivax sur X. Le 3 novembre 2023, il avait déjà assuré qu'en Ukraine, « des gens meurent à cause du vaccin contre le Covid-19 ». En octobre 2025, il affirme sur les réseaux sociaux que « la résistance s'organise d'ores et déjà face à un projet de loi sur la vaccination grippe obligatoire, qui pourrait ouvrir la voie à des obligations d'injections ARN messager scandaleuses et inacceptables ! (…) Résistance et désobéissance ! »[60] surnommant la ministre de la Santé, Stéphanie Rist, « Miss Big Pharma ». La même rhétorique que celle employée outre-Atlantique. Son post s'accompagne d'un photomontage montrant Emmanuel Macron et Sébastien Lecornu devant un patient se faisant vacciner, accompagné du titre en lettres capitales : « *Loi vaccination obligatoire !* ». Suivent d'autres publications sur ce thème, notamment sur Youtube[61], qui cumulent plusieurs centaines de milliers de vues. En réalité, le projet de loi évoqué ne concerne que la grippe, et uniquement pour les soignants et les résidents d'Ehpad. Comme souvent, la fausse information part d'une part de vérité (le projet de loi cité figure effectivement dans le projet de budget de la Sécurité sociale) pour ensuite la déformer et l'amplifier (le dispositif ne concernerait ni le Covid ni la population en général).

Des scientifiques français cautionnent eux aussi les allégations fumeuses de Trump et Kennedy. Voici par exemple ce que poste Hélène Banoun, pharmacien biologiste, ancienne chargée de recherche à l'Inserm, concernant le lien entre vaccination et autisme : « Lorsqu'une population est empoisonnée par un toxique (…) Lorsqu'on injecte des substances toxiques contenant jusqu'à 100 ingrédients différents à des enfants, plus de 70 fois au cours de leur développement, on obtient un spectre de dommages très large. (…) Les vaccins, parce qu'ils contournent les mécanismes de défense habituels de l'organisme (la peau et le tube digestif), semblent être les plus nocifs. C'est la bonne façon de comprendre l'épidémie d'autisme et de maladies chroniques »[62].

[59] Nicolas Berrod, « *La Floride devient l'Eldorado : le mouvement antivax français 'galvanisé'* », le Parisien, 9 septembre 2025

[60] @f_philippot, Post X, 15 octobre 2025

[61] Florian Philippot, « *Alerte : Macron et Lecornu déposent une loi « vaccination obligatoire » !* », Youtube, 15 octobre 2025

[62] @BanounHelene, Post X, 28 septembre 2025

Autre exemple avec Louis Fouché, médecin anesthésiste-réanimateur, connu pour ses critiques du système de santé et ses positions controversées sur la pandémie de Covid-19, condamné à trois mois d'interdiction d'exercer en 2023 : « Si vous imaginiez à quel point nous et toutes les voix dissidentes courageuses ont été censurés, vous auriez une idée de la responsabilité des Facebook et Youtube, autant que des médias de grand chemin dans la désinformation des citoyens sur le covid et les injections expérimentales ARNm »[63].

En effet, les médias traditionnels français s'emploient dans leur immense majorité à décrypter et démentir les fausses informations venues d'outre-Atlantique… exception faite de France Soir[64] et du documentaire « Des vaccins et des hommes », diffusé en 2022 sur Arte et rempli de fausses informations[65].

Reste à savoir quel impact peut avoir cette désinformation ainsi relayée en France, où l'on estime que 2 à 4 % de la population rejettent toute forme de vaccination. Une étude publiée en 2021 dans *Nature Human Behaviour* s'appuie sur une expérience dont l'objectif était de quantifier l'impact potentiel de l'exposition à des infos liées au vaccin sur la volonté des participants de se faire vacciner contre le Covid-19. Cette étude, qui a porté sur 8 000 volontaires britanniques et américains, démontre que l'exposition à des infox a diminué de 6 points l'intention vaccinale[66].

En France, les dernières campagnes de vaccination (HPV, grippe, rappels de Covid-19) s'avèrent déjà très peu suivies.

Le sociologue français Jeremy Ward note de son côté que « l'effet le plus préoccupant est le signal envoyé aux responsables européens, à savoir qu'il est possible de mettre en place des politiques vaccinosceptiques sans risque électoral »[67]. En Italie, le gouvernement Meloni a ainsi recomposé son comité scientifique consultatif sur les vaccins. Y figurent notamment deux médecins connus pour leurs doutes sur la sécurité et l'efficacité des vaccins.[68]

[63] @louisfouch3, Post X, 25 septembre 2025

[64] Le collectif citoyen, « *Témoignages explosifs au Sénat américain : vaccins, autisme et corruption scientifique au cœur de l'audience du 9 septembre 2025* », France Soir, le 10 septembre 2025

[65] "*Des vaccins et des hommes" : dix erreurs et "fake news" décryptées par le Pr Alain Fischer* », L'Express, 20 octobre 2022

[66] Loomba S., de Figueiredo A., Piatek S.J., de Graff K., Larson H.J., « *Measuring the impact of COVID-19 vaccine misinformation on vaccination intent in the UK and USA* », Nature Human Behaviour, 5 février 2021

[67] Nicolas Berrod, « *La Floride devient l'Eldorado : le mouvement antivax français 'galvanisé' par les États-Unis* », Le Parisien, 9 septembre 2025

[68] Marta Paterlini, « *Italy's vaccine advisory group turmoil raises wider concerns*", The Lancet, 30 août 2025

La désinformation en santé aux États-Unis génère donc un risque accru de retour de maladies évitables, tout en encourageant les mouvements anti-science dans le monde. Face à ces menaces, comment réagissent les communautés scientifiques et médicales ainsi que les politiques ?

DES RÉSISTANCES QUI TARDENT À SE COORDONNER

Lorsque le gouverneur républicain de Floride fait savoir qu'il compte mettre fin à toutes les obligations vaccinales, trois autres États démocrates (la Californie, l'Oregon et Washington) ripostent, le jour même, en annonçant former une « alliance sanitaire » pour proposer leurs propres recommandations vaccinales « élaborées par des scientifiques, des médecins et d'autres responsables de santé publique de confiance. »[69].

« Stand Up for Science »

La résistance scientifique et médicale, elle, s'organise notamment *via* le mouvement « Stand Up for Science ». Des milliers de chercheurs font part de leur inquiétude sur les réseaux sociaux et organisent des manifestations. Le 7 mars 2025, des rassemblements ont lieu dans une trentaine de villes américaines mais aussi ailleurs dans le monde, notamment en France. Abby Dernburg, professeure de biologie moléculaire et cellulaire à Berkeley, explique : « L'objectif de Stand Up for Science est entre autres de rappeler à quel point nous sommes tous tributaires de la science et à quel point elle a une influence positive sur nos vies. »[70]

Mais dans une tribune, publiée dans la revue scientifique britannique *Nature*, Arthur Caplan, éthicien et professeur de bioéthique américain, regrette que dans son pays « trop rares sont les universitaires qui ruent dans les brancards. »[71]

Fuite des cerveaux

Un sondage organisé par *Nature* parmi ses lecteurs, montre que 75 % des scientifiques, qui ont répondu, envisagent de quitter les États-Unis[72].

[69] Delphine Roucaute, « *Attaques contre la vaccination aux États-Unis : RFK Jr. sème la confusion* », Le Monde, 5 septembre 2025
[70] « *Les sciences en danger d'extinction* », Courrier International, 30 avril 2025
[71] Arthur Caplan, « *Don't wait out four hard years : speak truth to power*", 17 mars 2025
[72] Alexandra Witze, « *75% of US scientists who answered 'Nature' poll consider leaving*", Nature, 27 mars 2025

Dans les grandes universités et les centres de recherches du monde, la course aux cerveaux est lancée. Des invitations sont lancées pour attirer les chercheurs américains candidats à l'exil. La France lance la plateforme *Choose France for Science*.

En France, entre inquiétude et solidarité

Dès mars 2025, deux chercheuses immunologistes françaises, qui ont exercé dans des institutions de recherche américaines, lancent un appel *via* une tribune dans *Le Monde* : « Au-delà de l'impératif moral et du devoir de solidarité qui incombent à la communauté scientifique, cette initiative représente une opportunité stratégique et économique pour l'Europe. (…) Inversons le cours de la migration des cerveaux et ouvrons grand les portes de nos laboratoires aux scientifiques américains. »[73] Dans le même temps, des scientifiques français appellent à lever un fonds européen d'accueil d'urgence de 750 millions d'euros minimum pour accueillir leurs collègues américains : « Notre devoir est de refuser l'obscurantisme qui est à l'œuvre aux États-Unis, et de faire, de l'Europe, la porteuse d'un avenir prometteur et d'espérance pour toute la jeunesse européenne. »[74]

De plus en plus inquiets de voir les thèses trumpistes infuser en France, des professionnels de santé de divers horizons signent une nouvelle tribune en juillet 2025, dans laquelle ils s'inquiètent des répercussions planétaires.[75]

« Débunker »

La communauté médicale et scientifique s'empare également de la question en créant ses propres canaux d'information. Dès mars 2025, le syndicat représentatif des jeunes médecins généralistes ReAGJIR ne se contente pas de dénoncer médiatiquement les fausses informations médicales, qui circulent sur internet. Il lance également le compte Tiktok @healthbuster qui « vise à sensibiliser le public aux risques des conseils médicaux erronés, en confrontant leurs auteurs à la réalité de leurs propres recommandations. En utilisant la technologie du deepfake grâce à l'IA et en collaboration avec une dizaine de médecins généralistes, ReAGJIR recrée les vidéos des influenceurs ayant relayé des pratiques médicales douteuses, en montrant cette fois les conséquences négatives associées à ces pratiques. Ainsi,

[73] Yasmine Belkaid (DG de l'Institut Pasteur), Bana Jabri (DG de l'institut Imagine), « *Aux USA, la science est attaquée, entravée et même interdite* », Le Monde, 17 mars 2025

[74] Collectif, « *Appel pour un accueil des chercheurs américains : Notre devoir en Europe est de réagir collectivement et de proposer des solutions* », Le Monde, 18 mars 2025

[75] Collectif, « *Le déclin de la couverture vaccinale aux États-Unis peut et va avoir des conséquences planétaires* », Le Monde, 2 juillet 2025

l'influenceuse, qui prônait l'utilisation de gousses d'ail pour arrêter une grippe explique, blême et le nez rougi, avoir été victime d'une infection »[76].

De son côté, l'Inserm s'appuie sur sa chaîne Youtube « Canal Detox », un site lancé en 2017 et qui présente des vidéos pour « couper court aux fausses informations et rappeler les faits scientifiques ». Les publications demeurent irrégulières.

Le site gouvernemental Santé.fr a, lui, développé un espace en ligne intitulé « Décryptages ».

« Débunker », déboulonner les fausses informations en santé n'est pas dénué de risque. Les témoignages recueillis par Elsa Mari du *Parisien* sont, à ce titre, édifiants. « On n'a pas d'autre choix que de se cacher », raconte Anna [prénom d'emprunt], docteure en biologie et qui contribue également à la page Facebook « Les Vaxxeuses ». « Les antivax ont menacé de violer mes enfants sous mes yeux avant de me tuer. »[77] Depuis la crise Covid, les propos versent volontiers dans les insultes voire les menaces de mort [78].

Le « Digital Service Act »

Face à la désinformation, l'Europe apparaît toutefois un peu mieux armée que les États-Unis sur le champ numérique avec le *Digital Service Act*. Entré en vigueur en août 2023, ce règlement sur les services numériques impose, en principe, aux plateformes des règles de modération ainsi que le retrait de contenus « manifestement illicites ». Cela vise « tout effet négatif, réel ou prévisible lié aux violences sexistes et à la protection de la santé publique et des mineurs. » En cas de non-respect des obligations fixées par le DSA, la Commission européenne se donne le droit d'infliger aux plateformes éditrices des amendes allant jusqu'à 6 % de leur chiffre d'affaires mondial. À ce jour, 10 procédures ont été ouvertes.[79] Notamment, en janvier 2025, la Commission européenne demande à X de pouvoir accéder directement aux contenus pour vérifier la modération et la viralité des comptes. Selon le *New York Times*, les régulateurs européens prépareraient une amende record d'environ un milliard de dollars à l'encontre du réseau social X, soupçonné d'avoir enfreint la loi sur les services numériques (DSA). La Commission européenne a précisé qu'aucune décision n'avait été prise à ce stade.[80]

[76] Site internet RéaGjir
[77] Elsa Marie, « *Cette armée secrète qui ferraille en ligne contre les antivax : 'On écope la mer à la petite cuillère'* », Le Parisien, 28 avril 2023
[78] « *Covid-19 (diagnostic, traitements, vaccin). Panorama d'une escroquerie* », France Soir, 22 août 2021
[79] « *Le 'Digital Service act' : mode d'emploi* », Commission Européenne, 27 février 2025
[80] Hugo Palacin, *« L'Union européenne envisagerait une amende record contre X, le réseau social d'Elon Musk »*, Toute l'Europe, 7 avril 2025

Les ripostes apparaissent donc dispersées, pas coordonnées et finalement peu adaptées à la désinformation institutionnalisée des États-Unis, laquelle peut compter sur les réseaux sociaux, ses médias, ses juristes et ses communicants.

Coordonner la risposte

En août 2025, le ministre de la Santé français, Yannick Neuder, met en place une mission d'expertise indépendante chargée de lutter contre la diffusion de fausses informations en matière de santé. Mathieu Molimard, professeur de pharmacologie au CHU de Bordeaux, Dominique Costagliola, professeur d'épidémiologie, directrice de recherche émérite à l'Inserm et Hervé Maisonneuve, médecin de santé publique et spécialiste de l'intégrité scientifique et de la rédaction médicale, doivent établir une cartographie de l'ensemble des personnes qui peuvent agir contre la désinformation. « Nous avons l'impression que tout le monde travaille dans son coin, de manière déstructurée, alors qu'en face, il y a des gens qui sont très organisés »[81]. Ils doivent interroger une centaine d'acteurs (politiques, scientifiques, médecins, chercheurs et journalistes, des représentants des plateformes des réseaux sociaux…). « À nous de mesurer l'écart entre les intentions et la réalité. Les outils qui existent ne sont pas mobilisés de façon efficace. » Les trois chargés de mission rapportent, par exemple, que le PDG de YouTube leur a appris que l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) pouvait leur signaler de fausses informations et leur demander de retirer des vidéos. « Ce genre de choses serait intéressant à développer, à structurer, à formaliser. »

Le rapport avec des recommandations est attendu pour décembre 2025… à condition que l'instabilité gouvernementale ne joue pas les trouble-fête.

[81] Victor Garcia, « *Il faut coordonner la risposte : trois scientifiques chargés d'une mission contre 'la désinformation en santé'* », L'Express, 27 août 2025

CONCLUSION

Le 7 octobre 2025, l'un des lauréats du Prix Nobel de physique, le Britannique John Clarke, qualifie publiquement la politique santé de l'administration Trump de « désastreuse », ajoutant qu'« il pourrait falloir une décennie pour revenir au niveau où nous étions il y a six mois. »[82]

Orchestrée par Donald Trump et Robert F. Kennedy Jr., la désinformation systémique de la santé aux États-Unis politise et radicalise les discours au détriment des débats scientifiques. Au-delà, elle crée un point de bascule aux répercussions profondes et durables sur l'ordre scientifique et sanitaire mondial. Leaders dans la recherche, les États-Unis semblent déjà perdre du terrain, notamment au profit de leurs concurrents chinois. Le dernier congrès de cancérologie, l'Esmo, qui s'est tenu en octobre 2025 à Berlin, en atteste avec une percée très remarquée des chercheurs chinois.

Du reste, la désinformation en santé est loin d'être l'apanage des États-Unis de Trump. Début septembre 2025, des chercheurs ont mis à jour un vaste réseau de publication de « *faux articles* » scientifiques : plus de 1.500 études « biaisées » placées dans des revues scientifiques parfois prestigieuses. Cette usine à publication serait notamment basée en Ukraine, d'autres ont été repérées en Russie, en Chine ou en Indonésie[83].

Surtout, cette fragilisation interroge face à la menace face de nouvelles pandémies. *The Lancet* note : « Un monde fragmenté par la désinformation en matière de santé est mal préparé pour faire face à la prochaine menace pandémique. »[84]

Pour rétablir la résilience, il faudra des « messages cohérents et fondés sur des données probantes » ainsi que des infrastructures sanitaires solides.

47 % des Français déclarent avoir déjà été confrontés à une *fake news* dans le domaine de la santé[85]. Pour contrer un tel déferlement de fausses nouvelles, il apparaît donc primordial voire vital d'actionner plusieurs leviers comme la diffusion d'informations fiables, l'éducation critique, une action coordonnée et déterminée au niveau de l'Etat et une meilleure régulation des plateformes numériques.

---

[82] « *Prix Nobel de physique : l'un des lauréats, John Clarke, prévient que Donald Trump* « paralyse » la science aux États-Unis », Le Monde avec AFP, 8 octobre 2025

[83] Sébastian Seibt, "*Comment les faussaires de Tenu.pro inondent des revues scientifiques* », France 24, 8 septembre 2025

[84] Larson, Hedi J et al., « *A crisis of credibility : the global cost of US vaccine misinformation*", The Lancet, Volume 406, Issue 10504, 668-670, Juillet 2025

[85] Verian pour Harmonie Santé en partenariat avec l'Inserm : *« L'information en santé »*, février 2025.

Défendre l'indépendance et la parole scientifiques

Si la désinformation est désormais institutionnalisée aux États-Unis, l'indépendance scientifique doit être protégée et renforcée en France. La science doit rester un domaine décrivant le réel, s'appuyant sur des preuves et une méthodologie rigoureuse. Lors d'un colloque organisé par le ministère de la Santé sur la lutte contre la désinformation en santé, le professeur Alain Puisieux, président du directoire de l'Institut Curie, a cité une étude consacrée à « la génération TikTok ». Celle-ci montre que seul un jeune sur trois estime que « la science apporte à l'homme plus de bien que de mal » alors qu'ils étaient plus d'un sur deux à le penser il y a cinquante ans. Selon lui, **«** un savoir alternatif » est en train de s'installer.[86] Il apparaît donc crucial de renforcer la parole scientifique et d'assurer la protection des médecins et des scientifiques qui cherchent à véhiculer des informations scientifiques prouvées, notamment face aux menaces et violences subies par ceux qui dénoncent la désinformation.

Occuper le terrain avec des infos vérifiées

Pour aider les citoyens à distinguer le vrai du faux, il conviendrait d'améliorer la littératie en santé (c'est-à-dire les compétences nécessaires à chacun pour prendre soin de sa santé) et de développer l'esprit critique : occuper le terrain et ne pas être trop timoré à l'idée de donner de l'importance aux fausses nouvelles en les combattant par la diffusion de contenus vérifiés. Faute de contradiction, les contre-vérités restent dans l'espace public a fortiori à l'heure de l'intelligence artificielle.

Une recherche, menée aux États-Unis et au Brésil, suggère de corriger les fausses informations à l'avance, une technique appelée *prebunking*, qui consiste à déboulonner une fausse nouvelle avant qu'elle ne se propage. L'objectif est d'utiliser l'effet d'ancrage, c'est-à-dire le fait que la première information reçue sur un sujet a le plus fort impact. Il s'agit, en quelque sorte, de « *vacciner* » l'individu contre la fausseté.[87]

En ce sens, les médias traditionnels, les journalistes formés à la vérification des informations, ont un rôle à jouer. Toujours en France, des journalistes scientifiques sont en train de s'organiser pour tenter de prendre leur part dans la lutte contre la désinformation. Mais cela suppose aussi de restaurer la confiance dans les médias autant que dans les sciences.

[86] Angélique Pineau-Hamaguchi, « *Quelles solution pour combattre la désinformation en santé ?* », Harmonie Santé, 22 avril 2025
[87] Pascal lapointe, « *Désinformation sur les élections : la stratégie de la vaccination* », Science Presse, 2 septembre 2025

Réguler et responsabiliser les plateformes numériques

La modération volontaire des contenus a échoué. La mise en place d'outils législatifs permettrait d'imposer la transparence des algorithmes, de coordonner les efforts pour supprimer les fausses informations et, au contraire, promouvoir des sources fiables.

En avril 2025, Yannick Neuder annonce la création prochaine d'un observatoire national dédié à la désinformation en santé. Le ministre de la Santé précise toutefois que l'État ne peut agir seul face à la puissance virale de la désinformation. « L'autorité publique, lorsqu'elle s'exprime de façon isolée, est parfois perçue avec défiance ». Il faut donc mobiliser également « associations citoyennes, collectifs de soignants, journalistes scientifiques, plateformes de fact-checking, parents, enseignants… » car « la désinformation nuit gravement à la santé et, dans le domaine médical, elle peut tuer ». La mobilisation doit donc être collective, coordonnée et rapide.

L'expertise stratégique en toute indépendance

IRIS
INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis, rue Mercœur - 75011 PARIS / France
+ 33 (0) 1 53 27 60 60
contact@iris-france.org

iris-france.org

L'IRIS, association reconnue d'utilité publique, est l'un des principaux think tanks français spécialisés sur les questions géopolitiques et stratégiques. Il est le seul à présenter la singularité de regrouper un centre de recherche et un lieu d'enseignement délivrant des diplômes, *via* son école IRIS Sup', ce modèle contribuant à son attractivité nationale et internationale.

L'IRIS est organisé autour de quatre pôles d'activité : la recherche, la publication, la formation et l'organisation d'évènements.